

LE CRAPOUILLOT

Magazine
non conformiste

année historique pour l'Algérie française

L'ÉCHO D'ALGER

De Gaulle aux Algérois:
"Je vous ai compris"

grande
ense"

Je vois que la route
que vous avez ouverte
en Algérie est celle
de la rénovation
de la fraternité

L'ÉCHO D'ALGER
L'ALGÉRIE C'EST LA FRANCE
ET LA FRANCE NE RECONNAÎTRA PAS
L'ALGÉRIE D'AUTRE AUTORITÉ QUE LA SIENNE

PROCÈS SALAM La Dépêche

Les é...antes plaidoiries
de M... à Oran et à Mostaganem
ont... par l'Oranie entière
Le général de Ga...
a regagné Paris

Qui! Oui! Oui!

LES BOBARDS DE LA GUERRE D'ALGÉRIE



- BELLES PROMESSES, BEAUX DISCOURS
- LES BARBOUZES
- LA PAIX DES BRAVES
- L'OAS
- LA TORTURE
- LE MILLION DE MORTS
- LES TRANSISTORS CONTRE LE PUTSCH
- EVIAN
- LA FAILLITE
- LES HARKIS

M 1440 - 93 - 25,00 F-RD



partout, « à la demande », au profit des secteurs. Son action la plus remarquable fut, sans contexte, le « montage » qui aboutit, au mois de mars 1956, à la mort du chef de la wilaya 1 (Aurès-Némentchas), Mostefa Ben Boulaïd.

Cet épisode est désormais connu : installé au poste de Menaâ, le GLI, commandé par le capitaine Erouart (le capitaine Krotoff, initialement responsable du GLI, avait été tué quelques jours plus tôt, le 9 mars) reçut, par parachutage, un certain nombre de colis qui « s'égarèrent » dans la nature. Parmi eux, un poste radio, préalablement piégé, qui fut acheminé, quelques jours plus tard, jusqu'au PC du chef rebelle, et explosa sitôt sa mise en action, tuant une dizaine de fellaghas.

L'expérience ne put être renouvelée ; elle comportait bien trop d'aléas et n'avait dû sa réussite qu'à la réunion de conditions exceptionnelles.

Tantôt regroupé, tantôt dispersé par détachements aux quatre coins du territoire, le GM du 11^e Choc fut partie prenante dans toute les opérations de type « non classique » : qu'il s'agisse de l'encadrement des unités d'irréguliers combattants le FLN (le maquis « Oiseau bleu » en Kabylie, l'affaire « Kobus » de Belhadj Djillali, dans l'Orléansvillois, l'opération « Olivier », tentative menée auprès du dissident messaliste Bellounis pour l'amener à se rallier à la cause française) ou d'interventions « discrètes » à proximité des frontières tunisienne ou marocaine.

Il s'avèrera bien vite que la recherche d'une « troisième force » était illusoire, et les échecs des tentatives pour contrôler les messalistes — qui, pour être les rivaux du FLN, n'en étaient pas moins les adversaires de la France — étaient prévisibles : dans cette affaire, il ne pouvait y avoir de demi-mesures.

Dès l'arrivée du général Salan en Algérie, aux premiers jours de 1957, se met en place un organisme dont la mission est de regrouper et de centraliser l'ensemble des formations qui recueillent du renseignement. Cet organisme, le Centre de coordination interarmées, est articulé, comme la plupart de ses homologues, en trois sections : recherche, exploitation et protection des sources. Si la recherche demeure l'apanage des 2^e Bureaux, l'exploitation va être confiée à une section « action » tout naturellement confiée aux « antennes » du 11^e Choc, tandis que la protection des sources reviendra aux détachements opérationnels de protection, ces DOP, à qui leur réputation d'efficacité vaudra bien des inimitiés.

Ce sera du reste une constante : à chaque fois qu'il sera vaincu sur le terrain et en particulier au cours de la fameuse « bataille d'Alger » qui demeure l'un des plus remarquables succès des forces de l'ordre contre le terrorisme urbain, le FLN fera aussitôt donner « les fanfares » de la désinformation.

Passé le 13 mai 1958, le général Salan s'en va, remplacé par le général Challe qui va assurer, de façon éclatante, la victoire militaire au cours des spectaculaires opérations du plan qui porte son nom. Dans le même temps, Challe met sur pied un service spécial au sigle anodin, le Bureau d'études et de liaisons (BEL) confié à un vieux routier du renseignement et de la sécurité, le colonel Henri Jacquin. Légionnaire qui n'ignore rien des services secrets, Jacquin récupère sur place les officiers les plus avertis et les plus sûrs : le capitaine Léger, l'inventeur de la « bleuïte » qui décima l'année précédente la wilaya kabyle, gangrenée par l'espionnage ; de Lorme, spécialiste de l'action psychologique ; Heux, un cavalier, qui « travailla » naguère sur les maquis de l'Ouarsenis, d'autres encore dont le rôle sera déterminant.

Jacquin va réussir un certain nombre de « coups » restés légendaires, allant, après une opération menée de main de maître, jusqu'à prendre, en personne, la place du « colonel » Lofti, promu patron de la wilaya V (Oranie), ou bien

s'arrangeant pour « améliorer » les flans du journal rebelle « El Moudjahid » qui transitaient par Alger.

Il réussit à infiltrer, chose rarissime, ses propres agents au sein de la rébellion, et jusque dans le proche entourage de Krim Belkacem. C'est de la sorte qu'il apprendra, au milieu de l'année 1960, l'un des secrets les mieux gardés de la V^e République : la mission exploratoire menée auprès du GPRA par trois ministres de De Gaulle, Buron, Bouloche et Michelet, chargés d'apaiser les « scrupules » des Algériens : « *La constitution unitaire de la V^e République, leur fait dire le général, n'est pas un obstacle à la sécession de l'Algérie. Tout est dans le processus* ».

De la même façon, par l'intermédiaire d'un prétendu légionnaire déserteur, Jacquin apprendra les prémices de ce qui va devenir « l'affaire Si Salah ».

De Gaulle « oublie » Si Salah

Tout commence le 17 mars 1960, lorsque trois émissaires de la wilaya 4 (Algérois) se présentent au domicile du cadî de Médéa pour lui demander de prendre contact avec les plus



« Le journal d'Alger », 23 mai 1958.

hautes autorités françaises afin de leur transmettre des propositions concrètes concernant la « paix des braves » dont a naguère parlé De Gaulle. Ces émissaires sont Lakhdar, responsable politique, Halim, liaisons et renseignements, et Abdellatif, chef de la zone 1. Ils affirment parler au nom de Si Salah, le chef de la wilaya, en poste depuis le mois de juillet de l'année précédente.

Le cadî alerte le sous-préfet, puis, de proche en proche, la proposition atterrit chez Michel Debré trois jours plus tard, le 20 mars. « *On ne peut éconduire des hommes qui parlent de paix* », déclare De Gaulle. C'est un feu vert. Une nouvelle rencontre a lieu le 28 mars, à la sous-préfecture de Médéa : outre les trois hommes du premier contact, Si Salah est présent, face à Bernard Tricot, représentant l'Elysée, et au colonel Mathon, du cabinet du Premier ministre. Si Salah confirme les termes de sa proposition initiale. Trois jours plus tard, nouveau rendez-vous. La négociation progresse et l'on s'accorde sur les modalités d'application de ce cessez-le-feu : les hommes quitteront le djebel, remettront leurs armes dans les gendarmeries et se démobiliseront s'ils le désirent.

D'autres rencontres vont se produire encore ici ou là, toutes couvertes par le secret. Si Salah affirme qu'il peut entraîner l'adhésion de la wilaya 3 (Kabylie) et de la wilaya 6 (Sahara), ainsi que celle d'une grande partie de la wilaya 5 (Oran).



Si Salah a cru à la « paix des braves » offerte par De Gaulle. Il en est mort.

Le 9 juin, à bord d'un SO-Bretagne du GLAM, trois émissaires quittent Blida pour Paris, où De Gaulle a accepté de les recevoir. Outre Si Salah et Lakhdar, Si Mohammed (Bounaama Djillali), l'adjoint militaire de la wilaya, fait partie de la délégation.

De Gaulle les reçoit, écoute leurs propositions de paix et les reconduit, sans leur tendre la main. « *Je parlerai dans quatre jours, déclare le général au moment de quitter ses visiteurs, ce sera ma réponse...* »

En réalité, le discours du 14 juin sera, de la part du chef de l'Etat, un nouvel appel, plus pressant, à la négociation avec le GPRA. De la « paix des braves », plus un mot. De Gaulle a refusé la chance de voir l'Algérie entièrement pacifiée, les djebels vidés de leurs combattants, la victoire militaire acquise de façon éclatante.

Décus, amers, les Algériens s'en retournent vers leur djebel. Ils y trouvent Ben Chérif, le chef du 2^e Bureau de Krim Belkacem. Averti des tractations en cours par le canal d'Edmond Michelet, il vient d'arriver de Tunis, via... Paris et Alger. Ben Chérif n'est pas un tendre, et la purge qui s'abat sur la wilaya 4 est terrible. Halim, Abdellatif et Lakhdar, sont exécutés, Si Mohammed tourne casaque et, à son tour, épure à tour de bras. Sommé d'aller « s'expliquer » à Tunis, Si Salah qui s'est réfugié dans un premier temps chez son vieil ami

Mohand Ou el Hadj, le vénéré chef de la wilaya 3 (Kabylie), sera abattu au mois de juillet, dans une embuscade tendue par les forces de l'ordre.

L'affaire Si Salah est close. Les morts ne parlent pas et, du côté français, le secret sera bien gardé. Ou presque. Car un certain nombre d'officiers, et ce ne sera pas l'un des moindres détonateurs du putsch du mois d'avril 1961. Du reste, au procès du général Challe, un « accord » sera passé entre ses défenseurs et l'Elysée : « *Vous ne parlez pas de "l'affaire" et nous ne requerrons pas la peine de mort...* »

L'un des derniers témoins, Si Mohammed, sera abattu, au mois d'août 1961, par un commando du 11^e Choc qui menait une opération de radio-détection. Ce même 11^e Choc, qui avait mené, pendant plus de sept années, une guerre « en marge », ne survivra pas à la guerre d'Algérie : il sera dissous à la fin de 1963.

De la même façon, le BEL sera dispersé et certains de ses membres, incarcérés, puis exclus de l'armée. Tout comme le « Service 29 » qui verra ses activités, ses missions et ses effectifs réduits jusqu'à n'être plus rien.

En haut lieu, on ne se souviendra pas des services rendus, on redoutera, jusqu'au bout, leur redoutable efficacité. La page est tournée sur l'affaire algérienne. Place aux gens sérieux... Et muets.

**Mme Robert LACOSTE
a visité hier l'école
des sourds-muets d'Algérie**

L'Echo
d'Alger
13 mai
1958.